



Appel à l'Action mondiale

Pour des villes inclusives, innovantes et résilientes
21-22 novembre 2016, Hôtel de Ville de Paris

Dans toutes les métropoles du monde, au nord comme au sud, à l'est comme à l'ouest, la lutte contre les inégalités reste un défi majeur. Les villes attirent et créent de la richesse et de la croissance. Trop souvent, elles génèrent aussi de l'exclusion sociale, économique et spatiale, avec en particulier des contrastes très importants pour l'accès à la formation et au travail. Pour contrer ce mouvement et offrir des opportunités égales et une qualité de vie décente à tous, il faut une force politique et une volonté collective considérables.

Les villes accueilleront en 2050 deux tiers des habitants de la planète, soit plus de 6 milliards de personnes. En 2015, les 30 plus grandes métropoles du monde représentent déjà 18 000 milliards de dollars de produit intérieur brut, soit plus que le PIB de l'Union européenne, des Etats-Unis ou de la Chine. En même temps, entre 15 et 30% des habitants des grandes villes du Sud vivent sous le seuil de pauvreté, avec moins de 2 dollars par jour. Les villes de l'OCDE connaissent aussi une ségrégation spatiale très forte, qui freinent notamment les chances de réussite des enfants des quartiers les plus pauvres.

Cette situation n'est pas tenable. A juste titre, elle préoccupe et mobilise les citoyens, comme le montre la consultation publique internationale lancée sur Internet en amont du Sommet « Les Villes pour tous ». Un axe clair se dégage : pour créer plus de résilience dans nos villes, c'est-à-dire de capacité à vivre ensemble dans une cité plus juste et à réagir collectivement à des crises internes et externes, il est essentiel de placer l'humain et l'inclusion au cœur de l'innovation urbaine.

Quand l'économie bascule par l'effet de nouvelles technologies, et que les nouveaux usages bousculent nos vies urbaines, nous devons faire émerger de nouvelles initiatives pour réinventer le lien social et les pratiques collaboratives. En même temps, nous pouvons réinventer la ville pour tous, grâce à la technologie et au numérique, aux financements innovants, à la transition énergétique, aux énergies décentralisées, aux nouvelles mobilités, à l'économie de partage, sociale et solidaire, à l'agriculture urbaine, au développement de circuits courts. La participation citoyenne dans la prise de décision et dans l'action est pour cela un atout majeur et nous devons la développer dans nos villes.

C'est pourquoi nous lançons, aujourd'hui, à Paris, un Appel à l'Action mondiale. Il s'adresse à tous ceux qui ont le pouvoir, ensemble, de créer des « villes pour tous » : les Maires, les élus, les fondations et les associations, les organisations internationales, les entreprises, les chercheurs, les étudiants, les citoyens. Nous devons collectivement diffuser et répondre à cet appel.

Cette réponse doit être mondiale, car nous croyons en la capacité de mobilisation de tous les acteurs de la ville afin d'œuvrer en commun pour sa transformation. En effet, des solutions faisant appel à l'intelligence urbaine, sociale, technologique se retrouvent partout, dans beaucoup de villes, mégapoles, métropoles, mais aussi des villes moins peuplées, sous toutes les latitudes. Nous devons les échanger et les répliquer.

En même temps, la digitalisation peut aussi fragiliser des secteurs entiers de l'économie et placer les travailleurs et leur famille dans des situations de grande précarité. D'autres technologies peuvent entraîner gaspillage et raréfaction des ressources. L'innovation n'est pas une fin en soi. Elle peut être facteur de progrès social ou renforcer les inégalités. Elle ne doit pas seulement être économique : elle doit être bénéfique socialement et écologiquement. C'est là le vrai sens de notre travail en commun.

Cet Appel mondial est proclamé devant des enfants et des adolescents de plusieurs pays qui représentent notre avenir et ont travaillé ensemble pour définir la « ville pour tous ». Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable 11 des Nations Unies et s'inspire des conclusions de la Conférence HABITAT III de Quito qui trace l'agenda urbain des Nations unies pour les 20 prochaines années. Il s'appuie sur le travail des « Maires champions pour une croissance inclusive » et son Plan d'Action de Paris, portés par l'OCDE et la Fondation Ford, ainsi que le programme des « 100 Villes Résilientes » soutenu par la Fondation Rockefeller. Plus largement, cet Appel reflète l'ensemble des initiatives mondiales qui associent tous les partenaires des Villes et des Maires pour favoriser l'inclusion politique, économique et sociale.

L'Appel de Paris que nous lançons vise à rassembler tous les partenaires, publics et privés, internationaux, nationaux ou locaux, qui s'engagent dans la sphère de leurs compétences à promouvoir l'innovation et les nouvelles opportunités sociales, économiques, culturelles, technologiques et numériques, afin de :

Renforcer les droits de chacun et la démocratie participative

- Lutter pour l'égalité des femmes et des hommes et contre les discriminations, le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et toutes les formes de distinctions liées à la race, au sexe, au handicap, à l'âge, à la précarité sociale ou aux croyances des habitants des villes, cosmopolites par nature ;
- Accueillir et intégrer les personnes et les familles réfugiées dans nos métropoles ;
- Encourager l'inclusion politique de tous les citoyens en développant les mécanismes de démocratie participative, la « civic tech » et l'accès à tous à l'information ;
- Développer la transparence administrative et l'accès aux données publiques.

Créer des opportunités pour tous

- Favoriser l'accès équitable à l'éducation, aux savoirs fondamentaux, à la formation scolaire, universitaire et continue, notamment dans le domaine des services urbains et des nouvelles technologies ;
- Contribuer à créer de l'activité pour tous, rémunérée de manière décente et bénéficiant d'une couverture sociale ;
- Développer la ville inter-générationnelle, en promouvant la solidarité entre les générations, prendre soin de nos enfants et de nos aînés ;
- Promouvoir la mixité sociale et un développement urbain et économique harmonieux dans les quartiers défavorisés ;
- Intégrer au mieux le secteur informel à l'économie formelle.

Améliorer l'accès aux services essentiels et les conditions de vie urbaine

- Répartir plus équitablement les ressources et lutter contre la ségrégation spatiale, en améliorant en particulier l'accès au logement, aux transports, à la santé et aux soins, à l'eau, assainissement et énergie ;
- Lutter contre la pollution, promouvoir la biodiversité et le développement durable et assurer un accès équitable aux communs environnementaux et à l'espace public et l'égalité face aux risques climatiques ;
- Renforcer la sécurité des citoyens dans les immeubles, les transports et les espaces publics ;
- Mettre la culture, la création et l'expression artistique, le sport et les loisirs à la portée de tous.

